



# MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE,  
DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE L'IMMOBILIER

SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT  
ET DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHES

BUREAU DES ACHATS MÉTIERS

PRA044807

SAILMI/SDASEM/BAM

## RÈGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

**Location et mise à disposition sur le site de l'aéroport de Paris – Le Bourget d'avions de transport de type BEEHCRAFT 1900D et de prestations associées, au profit des services du ministère de l'Intérieur.**

Annexe I : Dossier d'évaluation technique (composé des documents suivants)

- D1 : cadre de réponses techniques
- D2 : grille d'évaluation de la performance technique des prestations

Annexe II : Clause sociale : mode d'emploi

Annexe III : Clause sociale : cadre de réponse - fiche entreprise

Annexe IV : Détail quantitatif estimatif (DQE) du besoin

Annexe V : Formulaire DC1

Annexe VI : Formulaire DC2

Annexe VII : Formulaire DC4

*Le présent document comprend 18 pages, y compris celle-ci, numérotées de 1 à 18.*

# S O M M A I R E

ARTICLE 1.	OBJET DE LA CONSULTATION .....	4
ARTICLE 2.	CADRE JURIDIQUE ET CONDITIONS DE MISE EN CONCURRENCE .....	5
ARTICLE 3.	ALLOTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 4.	FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 5.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 6.	MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE.....	7
ARTICLE 7.	ACCEPTATION DES CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	7
ARTICLE 8.	VARIANTES .....	7
ARTICLE 9.	ÉLÉMENTS A PRENDRE EN CONSIDERATION POUR ETABLIR UNE OFFRE .....	7
ARTICLE 10.	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES .....	8
ARTICLE 11.	MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX ET MODE DE REGLEMENT .....	8
11.1.	FORME ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX.....	8
11.2.	MODE DE REGLEMENT .....	9
ARTICLE 12.	CLAUSES D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALE.....	9
12.1.	CLAUSES D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALES.....	9
12.1.	CLAUSES D'EXECUTION SOCIALE DE « FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE » .....	9
ARTICLE 13.	SOUS-TRAITANCE – GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES ET MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU CANDIDAT .....	10
13.1.	SOUS-TRAITANCE .....	10
13.2.	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	10
13.3.	MOYENS DU CANDIDAT – CAPACITE DU GROUPEMENT .....	10
ARTICLE 14.	DISPOSITIONS RELATIVES A LA CANDIDATURE.....	10
14.1.	CANDIDATURE SOUS FORME DE DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME) .....	10
14.2.	CANDIDATURE HORS DUME .....	11
14.3.	EXAMEN DES CANDIDATURES .....	12
ARTICLE 15.	DISPOSITIONS RELATIVES A L'OFFRE .....	12
15.1.	PIECES A FOURNIR AU TITRE DE L'OFFRE.....	12
15.2.	CONDITION DE REMISE DES OFFRES .....	13
15.2.1.	Dépôt d'une offre électronique .....	13
15.2.2.	Copie de sauvegarde .....	13
15.2.3.	Antivirus .....	14
15.2.4.	Date et heure limites de dépôt des offres .....	14
15.3.	EXAMEN DES OFFRES .....	15
ARTICLE 16.	CONSERVATION DES PLIS.....	15
ARTICLE 17.	JUGEMENT DES OFFRES .....	15
17.1.	CRITERE VALEUR FINANCIERE .....	16
17.2.	CRITERE VALEUR TECHNIQUE .....	16
17.3.	NOTE FINALE (100%).....	16
ARTICLE 18.	ATTRIBUTION FINALE .....	17
18.1.	CLASSEMENT FINALE DES OFFRES.....	17

18.2.	ATTRIBUTION FINALE DE L'ACCORD-CADRE .....	17
<b>ARTICLE 19.</b>	<b>ÉCHANGES AVEC L'ADMINISTRATION – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>18</b>

## Article 1. OBJET DE LA CONSULTATION

L'accord-cadre a pour objet la location « coque nue » et la mise à disposition **sur le site de l'aéroport de Paris – Le Bourget**, d'avions de transport de type Beechcraft 1900D en état de navigabilité et les prestations associées, au profit des services du ministère de l'Intérieur, ici désigné « administration » et ceci auprès d'un exploitant, dénommé « titulaire », détenteur d'un certificat de transporteur aérien délivré par l'EASA ou reconnu par cette dernière.

La détention de ce certificat de transport aérien en état de validité par le titulaire est une exigence impérative.

L'accord-cadre comprend :

- la mise à disposition de l'aéronef « coque nue » ;
- un forfait d'heure de vol de 1 300H/an, réduit à 1 200 heures pour la première année de l'accord-cadre ;
- la mise à disposition d'un emplacement de stationnement sur le site de l'aéroport de Paris – Le Bourget ;
- le maintien de navigabilité, l'entretien et la préparation de l'avion ;
- l'assistance aéroportuaire pour l'aéronef et l'équipage ;
- l'assistance technique ;
- la mise à disposition d'un système de préparation de mission ;
- les prestations associées suivantes :
  - les heures de vol au-delà du forfait de 1300H /an, et 1 200 heures pour la première année ;
  - la formation et le maintien de compétence des pilotes de l'administration pour l'exploitation de l'aéronef mis à disposition ; la familiarisation des pilotes de l'administration au tableau de bord EFIS si l'avion mis à disposition en est équipé ;
  - la formation des opérateurs opérations au logiciel de préparation mission mis à disposition de l'administration par le titulaire ;
  - les nettoyages supplémentaires de l'avion ;
  - les actions correctrices suite à des pannes ou dégradations liées à une mauvaise utilisation de l'administration ;
  - la mise à disposition d'une carte affaire.

Celui-ci est régi par le CCAG-FCS issu de l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF du 1er avril 2021. Ce texte, non fourni, est réputé être connu du titulaire.

Le MININT attend du titulaire qu'il :

- réponde aux exigences détaillées dans le CCP et au référentiel spécifique de sécurité qui l'accompagne (RSS), et d'une façon générale à tous les besoins usuels, actuels et à venir, dans l'exercice courant de la profession ;
- soit disponible et réactif (24h/24 et 7J/7) pour répondre aux besoins des services utilisateurs, gérer les urgences et autres complexités liées à l'activité des services utilisateurs, dans les conditions énoncées à l'article 4 du CCP.

## **Article 2. CADRE JURIDIQUE ET CONDITIONS DE MISE EN CONCURRENCE**

L'accord-cadre, objet de cette consultation, est soumis au code de la commande publique.

La procédure de passation est l'appel d'offres ouvert en application des dispositions de l'article L. 2124-2 du code de la commande publique du 1er avril 2019.

Cet appel d'offres ouvert est notamment soumis aux dispositions des articles R.2124-1, R.2124-2 1°, R. 2131-16 à R.2131-20, R-2132-1, R-2132-2, R.2132-7 à R.2132-9, R.2132-11, R.2132-14 du code de la commande publique.

La consultation a fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence publié au JOUE, au BOAMP et sur le profil acheteur (la plateforme des achats de l'État (PLACE) de la personne publique.

## **Article 3. ALLOTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE**

En application de l'article L.2113-11 1° du code de la commande publique, le présent accord-cadre n'est pas alloti. Le ministère de l'Intérieur ne pouvant assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination de plusieurs attributaires sans perdre en réactivité.

## **Article 4. FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre, mono-attributaire, est mixte.

La prestation suivante est forfaitaire :

**Poste 1** - Mise à disposition initiale et pendant toute la durée de l'accord-cadre d'un avion en état de navigabilité et de son emplacement de stationnement situé sur l'aéroport de Paris – Le Bourget.

Ce poste inclut :

- un forfait de 1 300 heures de vol par an, forfait réduit de 1 200 h la première année du contrat ;
- la préparation de l'avion ;
- l'assistance technique aéroportuaire ;
- le maintien de navigabilité ;
- l'entretien de l'avion (lorsqu'il n'est pas lié à une mauvaise utilisation de celui-ci par l'administration).

L'exécution de la prestation débute à la date de commencement prévue au sein de l'accord-cadre.

La prestation est renouvelée lors de chaque reconduction de l'accord-cadre (cf. Article 5 « Durée de l'accord-cadre du présent document »).

Les prestations suivantes sont exécutées au fur et à mesure de l'apparition des besoins, par l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique :

- Poste 2 – heures de vol additionnelles au-delà de 1 300 heures de vol /an (au-delà de 1200 heures de vol la première année) ;
- Poste 3 – formations et actions de maintien de compétence des équipages ;
- Poste 4 – actions correctrices liées à une mauvaise utilisation de l'avion ;
- Poste 5 – nettoyages supplémentaires de l'avion ;
- Poste 6 – commission sur les achats payés avec la carte affaire.

Prestation souhaitée par l'administration (souhaitable valorisée si proposée)

- Poste 7 – Transport de « matières dangereuses » et prestations associées.

Prestations supplémentaire éventuelle (PSE) facultative :

- Poste 8 – Hangarage.

L'absence de proposition pour les prestations « souhaitable » ou « prestation supplémentaire éventuelle facultative » n'entraîne pas le rejet de l'offre.

Les prestations « souhaitable » sont valorisées techniquement si proposées (cf. article 17 « Jugement des offres »).

Dans le cas où la « prestation supplémentaire éventuelle facultative » (poste 8) est proposée par le titulaire, l'administration indique lors de la notification de l'accord-cadre si elle retient ou non cette prestation.

Sans préjudice de l'article R.2162-5 du code de la commande publique, les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans que celle-ci ne puisse excéder de plus de six mois (6) la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Les caractéristiques de chacun des postes sont explicitées dans le cahier des clauses particulières (CCP) de l'accord-cadre et dans le référentiel spécifique de sécurité (RSS) qui l'accompagne.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

## **Article 5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an (1) à compter du **08/07/2026** au plus tôt ou à la date de notification si elle s'avère postérieure à cette date.

Il peut être reconduit trois (3) fois, par période de douze (12) mois, par tacite reconduction.

La notification du marché emporte commande de la prestation du poste 1, pour la première année, dont le montant est défini dans l'annexe financière.

S'ensuit une phase de déploiement préparatoire à l'exécution de la prestation, elle ne pourra pas excéder 1 mois.

L'exécution des prestations, objet du poste 1 ne pourront alors débuter qu'à l'issue de la phase de déploiement et au plus tôt le **08/08/2026**.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'administration notifie sa décision au titulaire au plus tard deux mois avant le terme de la période en cours.

La non-reconduction de l'accord-cadre, n'ouvre pas droit à indemnité ni à aucun dédommagement.

La décision est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de validité de l'accord-cadre.

#### **Article 6. MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est conclu sans minimum en quantité et en valeur et avec un maximum financier.

À titre indicatif, le montant estimatif du besoin est de 3 000 000 € TTC par année d'exécution de l'accord-cadre.

Ce montant estimatif ne saurait engager contractuellement l'administration pour l'exécution de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est conclu avec le maximums financiers pour la durée de l'accord-cadre de 4 000 000 € TTC par année d'exécution.

#### **Article 7. ACCEPTATION DES CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

La participation à l'appel d'offres vaut acceptation sans restriction du présent règlement de la consultation et de tous les documents constitutifs de l'accord-cadre.

#### **Article 8. VARIANTES**

Les variantes ne sont pas autorisées.

#### **Article 9. ÉLÉMENTS A PRENDRE EN CONSIDERATION POUR ETABLIR UNE OFFRE**

Outre le présent règlement de la consultation, les documents à prendre en compte par le candidat pour établir son offre sont les suivants :

- L'annexe 1 à l'acte d'engagement relative aux prix (annexe financière) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les éventuelles réponses apportées par l'administration aux questions posées par les candidats pendant la consultation ;
- Le détail quantitatif estimatif DQE du besoin (annexe 4 au présent document) ;

- Le cadre de réponse technique (annexe I – D1 « Cadre de réponses techniques » au présent document) ;
- Le document : annexe I – D2 « grille d'évaluation de la performance technique des prestations » en annexe au présent document ;
- L'avis d'appel public à la concurrence.

Les candidats ont à produire un dossier complet. Le dossier de consultation est fourni gratuitement par la personne publique.

Les candidats prennent en charge tous les frais consécutifs (droits de douane inclus) au dépôt de l'offre.

Tous les documents administratifs et techniques obligatoires présentés doivent être rédigés en langue française. Les autres documents, en langue étrangère, ne sont pris en compte que s'ils sont accompagnés d'une traduction complète en langue française. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

#### **Article 10. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Toutefois, à l'échéance de ce délai, la personne publique peut demander, par écrit, aux candidats de maintenir leur offre pour un nouveau délai. En cas d'acceptation unanime, notifiée par écrit à la personne publique, les candidats sont engagés par leur offre jusqu'à l'échéance de ce nouveau délai.

#### **Article 11. MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX ET MODE DE REGLEMENT**

##### **11.1. Forme et modalités d'établissement des prix**

Les prix sont :

- Libellés en euros ;
- Forfaitaires, pour le poste 1 de l'accord-cadre ;
- Unitaires, pour les autres postes de l'accord-cadre ;
- Hors taxes ;
- Toutes taxes comprises remisés (le taux de la TVA est indiqué à part) avec 2 chiffres maximum après la virgule ;
- Une commission en pourcentage, pour le poste 6 de l'accord-cadre ;
- Réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres.

Les prix forfaitaires comprennent :

- Les prestations complètes ;
- Toutes les procédures, frais et droits de douane éventuels ;
- Les taxes ;



- Tous les frais résultant des obligations contractuelles du titulaire dans le cadre du présent dossier.

Les propositions de prix font apparaître :

- Le prix unitaire hors taxes ;
- Le prix unitaire toutes taxes comprises ;
- Le taux de TVA.

## 11.2. Mode de règlement

Le mode de règlement est le virement direct au compte ouvert au nom du titulaire avec paiement sous 30 jours.

## **Article 12. CLAUSES D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALE**

### 12.1. Clauses d'exécution environnementales

Conformément aux dispositions de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, le présent accord-cadre comporte des clauses d'exécution environnementales qui s'exécutent dans les conditions définies à l'article 19.2 « Clauses environnementales » du CCP.

### 12.1. Clauses d'exécution sociale de « formation sous statut scolaire »

Afin de promouvoir la diversité et combattre l'exclusion, le SAILMI souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, les candidats doivent obligatoirement proposer une action permettant la formation d'un ou plusieurs élèves à besoins spécifiques, de 16 à 25 ans, suivi par un référent du ministère de l'Education nationale (enseignant, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositifs relais ou d'Unité Localisée pour l'Inclusion Scolaire).

Dans le cahier des charges, cette exigence se présente sous la forme **d'un volume horaire minimum de 150 heures par année d'exécution** et constitue une condition d'exécution du présent marché (**cf. article 19.1 « Clause d'exécution sociale »**).

Le volume horaire minimum est à réaliser pendant la période ferme du marché ou sur une période de reconduction. Néanmoins, les candidats peuvent dépasser ce volume horaire s'ils le souhaitent.

L'offre déposée par les candidats doit obligatoirement contenir la « Fiche entreprise » annexée au règlement de la consultation (Cf. annexe III – « Clause sociale : cadre de réponse - fiche entreprise »), complétée précisément et de manière adaptée au public concerné.

**Une offre qui ne présente pas une action de formation sous statut scolaire, selon les formes requises (« Fiche entreprise » remplie), est irrégulière.**

Pour plus d'informations sur la clause sociale, il convient de se reporter à l'annexe II du présent règlement de la consultation.

## **Article 13. SOUS-TRAITANCE – GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES ET MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU CANDIDAT**

### **13.1. Sous-traitance**

Dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, certaines parties de l'accord-cadre peuvent être sous-traitées (prestations de service). Cette sous-traitance est menée dans le respect des dispositions des articles R. 2193-1 et suivants du même code.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

L'opérateur sur lequel s'appuie le candidat peut être un sous-traitant.

**La sous-traitance totale des prestations est interdite. Le titulaire doit réaliser une part significative des prestations.**

**La prestation de mise à disposition de l'avion ne peut pas être sous-traitée.**

La présentation d'un sous-traitant peut se faire à l'aide de l'imprimé DC4 (modèle de déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

### **13.2. Groupement d'opérateurs économiques**

Les candidats peuvent présenter leur offre sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire dans les conditions des articles R. 2142-19 à R. 2142-24 et R. 2142-26 du code de la commande publique précité.

Un opérateur économique ne peut présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

### **13.3. Moyens du candidat – Capacité du groupement**

Les dispositions de l'article R. 2142-25 du code de la commande publique s'appliquent.

Lors de la sélection des candidats, l'appréciation des capacités du groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité de la capacité requise pour exécuter l'accord-cadre.

## **Article 14. DISPOSITIONS RELATIVES A LA CANDIDATURE**

### **14.1. Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)**

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé.

## 14.2. Candidature hors DUME

Les documents à fournir sont les suivants :

1 – **Une lettre de candidature** – imprimé DC1 joint ou équivalent.

2 – **Une déclaration sur l'honneur du candidat**, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 dudit code.

Le document « lettre de candidature », imprimé DC1 joint, peut être utilisé.

3 – Afin d'apprécier les capacités économiques et financières du candidat :

**Une déclaration concernant le chiffre d'affaires hors taxes global et dans le domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre, portant sur les trois derniers exercices disponibles.**

Le document « déclaration du candidat », imprimé DC2 joint, peut être utilisé.

Les sociétés de création récentes sont autorisées à prouver leur capacité économique par tout autre moyen, notamment une déclaration appropriée de banque ou la preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.

4 – Afin d'apprécier les capacités techniques et professionnelles du candidat :

**Une liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, en rapport avec l'objet de l'accord-cadre indiquant : le montant, la date et le destinataire public ou privé des prestations.**

Le document « déclaration du candidat », imprimé DC2 joint, peut être utilisé.

À défaut de références, le candidat est autorisé à présenter tout moyen de preuve de sa capacité technique et professionnelle qu'il juge pertinent au regard de l'objet de l'accord-cadre.

### Recours aux bases de données et espace de stockage numérique :

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

L'acheteur peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Des justificatifs peuvent être demandés au candidat, à tout moment de la procédure, avant l'attribution de l'accord-cadre.

### 14.3. Examen des candidatures

Conformément à l'article R. 2161-4 du Code de la commande publique, l'acheteur examinera les offres avant les candidatures.

En application de l'article R. 2144-3 du code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats sera effectuée au plus tard avant l'attribution du marché à l'attributaire pressenti.

Conformément à l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter leur dossier dans un délai identique pour tous.

Dans ce cas, en application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

## **Article 15. DISPOSITIONS RELATIVES A L'OFFRE**

### 15.1. Pièces à fournir au titre de l'offre

Doivent être impérativement fournis au titre de l'offre du candidat :

**1 – L'annexe 1 à l'acte d'engagement relative aux prix** dûment renseigné. [La trame de l'annexe 1 ne peut être modifiée.](#)

Ce document sera, lors de la conclusion du contrat, annexé à l'acte d'engagement (formulaire ATTR11).

Le candidat veille à renseigner ses prix pour l'intégralité des prestations forfaitaire et unitaires de l'accord-cadre.

**2 – L'offre technique constituée d'un mémoire technique.**

L'offre technique doit être suffisamment explicite et comporter tous les renseignements permettant de vérifier la conformité et d'évaluer la qualité technique de l'offre, par rapport aux exigences techniques exprimées au CCP.

**3 – L'ensemble des documents justificatifs demandés au titre de l'offre technique.**

La liste de ces documents figure au sein de l'annexe I D1 « cadre de réponses techniques » - cinquième partie : liste des documents à fournir.

Doivent notamment figurer les documents autorisant l'exploitation en France des avions, délivrée par les autorités de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC).

**4 – Le cadre de réponses techniques, en annexe I – D1** au présent document, dûment renseigné.

**5 – Le document relatif à la clause sociale : cadre de réponse - fiche entreprise, en annexe III au présent document, dument renseigné.**

**6 – Prestations supplémentaires éventuelles facultatives**

Une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative est envisagée par l'administration (cf. article 8.10 du CCP) : Poste 8 – Hangarage

La présentation ou non de cette PSE n'est pas prise en compte au sein de l'analyse des offres.

L'absence de propositions pour ce poste n'entraîne pas le rejet de l'offre.

**Si cette (ou ces) prestation(s) est (sont) proposée(s) par le titulaire, il en indique les modalités techniques au sein de son offre technique, et renseigne l'annexe financière.**

L'administration indiquera lors de la notification de l'accord-cadre si elle retient ou non cette prestation.

**15.2. Condition de remise des offres**

**15.2.1. DEPOT D'UNE OFFRE ELECTRONIQUE**

Les offres sont transmises exclusivement par voie électronique, via la plateforme des achats de l'État (PLACE), à l'adresse suivante :

**<https://www.marches-publics.gouv.fr/>**

Les modalités pratiques de dépôt des candidatures et des offres sont précisées dans le « Guide d'utilisation à destination des opérateurs économiques » accessible et téléchargeable sous l'onglet « Aide » puis « Guides d'utilisation » du site de la PLACE :

**<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>**

**15.2.2. COPIE DE SAUVEGARDE**

Parallèlement à l'envoi électronique, les candidats peuvent, conformément aux dispositions de l'article R. 2132-11 du code de la commande publique, et s'ils le souhaitent, faire parvenir au pouvoir adjudicateur, dans le délai prévu pour la remise des offres, une copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique.

Cette copie est adressée :

- soit par **courrier recommandé avec demande d'avis de réception** postal à l'adresse suivante :

Ministère de l'Intérieur Secrétariat général Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés Bureau des achats métiers Place Beauvau 75 800 Paris Cedex 08
---

- soit par **transporteur/livreur** dans des conditions permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception et sa confidentialité à l'adresse suivante :

Ministère de l'Intérieur  
Secrétariat général  
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier  
Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur  
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés  
Bureau des achats métier  
Immeuble Garance  
18 rue des Pyrénées  
75 020 Paris

Dans les deux hypothèses, les plis comportent les mentions suivantes :

- « Appel d'offres Beechcraft »
- « Copie de sauvegarde »
- la raison sociale du candidat
- « Ne pas ouvrir par le service courrier »

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres ;
- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.

#### 15.2.3. ANTIVIRUS

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli est considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Dans l'hypothèse où une copie de sauvegarde a été remise, cette copie de sauvegarde est ouverte si un programme informatique malveillant a été détecté.

#### 15.2.4. DATE ET HEURE LIMITES DE DEPOT DES OFFRES

Les plis électroniques et les éventuelles copies de sauvegarde doivent être remis impérativement avant le :

**Lundi 13 avril 2026 à 12h00**

Les envois sont effectués aux frais et risques du candidat. Ce dernier est seul responsable du moyen d'acheminement choisi et du respect des délais de remise des plis.

### 15.3. Examen des offres

Les offres inappropriées, ou inacceptables, sont éliminées.

S'agissant des offres irrégulières, conformément aux dispositions de l'article R. 2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut également demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre conformément aux dispositions de l'article R 2161-5 du code de la commande publique. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

### **Article 16. CONSERVATION DES PLIS**

Tout pli qui parviendra au-delà de la date et de l'heure limites de dépôt sera considéré comme hors délai. Il sera enregistré et non ouvert. Ce pli sera conservé par l'administration.

Ces candidatures ne pourront plus être retirées et demeureront la propriété de la personne publique.

Les candidats seront informés par écrit du rejet de leur candidature et de leur offre.

### **Article 17. JUGEMENT DES OFFRES**

Pour les offres conformes techniquement, le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'effectue selon l'article R. 2152-7 en fonction des critères pondérés décrits ci-dessous :

Critères	Pondération
Valeur financière	70 %
Valeur technique	30 %

### 17.1. Critère valeur financière

La valeur financière d'une offre est appréciée selon le détail quantitatif estimatif (DQE) du besoin, en annexe 4 au présent document, et selon les prix unitaires HT ou commissions mentionnées aux postes correspondants de l'annexe financière du soumissionnaire.

Les postes et sous-postes « souhaitables » ne sont pas pris en compte au sein de l'analyse financière. Cependant, si l'ensemble des candidats répondent favorablement à ceux-ci ils seront alors inclus à l'analyse financière.

Il est ensuite déterminé une note prix ( $N_{VF}$ ), selon application de la formule suivante :

$$N_{VF} = (\text{Valeur financière de l'offre la plus basse} / \text{Valeur financière de l'offre examinée}) \times 70$$

De cette façon, l'offre financière la mieux cotée reçoit la note maximale au critère « valeur financière ». La notation des autres offres est proportionnelle aux écarts de montant.

### 17.2. Critère valeur technique

La valeur technique sera appréciée à la lecture de l'offre technique du candidat, des réponses fournies au sein des annexes :

- Annexe I D1 « cadre de réponses techniques » ;
- Annexe I D2 « grille d'évaluation de la performance technique des prestations » ;

et à la documentation complémentaire transmise par le candidat (cf. Annexe I – D1 « cadre de réponses techniques » - *cinquième partie : liste des documents à fournir*).

Pour les offres techniquement conformes, une évaluation de la performance s'effectuera au vu des exigences souhaitables définies au sein du CCP, reprises au sein du cadre de réponses techniques (en annexe I D2 « grille d'évaluation de la performance technique des prestations » au présent document) avec un maximum de 30 points attribués au total.

Dans un second temps, la note valeur technique ( $N_{VT}$ ) sera calculée par application de la formule suivante :

$$N_{VT} = (\text{VT de l'offre à noter} / 30) \times 30$$

La notation des offres sera ainsi proportionnelle aux écarts de points par rapport aux besoins en performance de l'administration.

### 17.3. Note finale (100%)

La note finale de l'offre du candidat, notée  $N_{FINALE}$ , sera calculée par addition des notes relatives à la valeur financière et à la valeur technique :



$$N_{\text{FINALE}} = N_{\text{VF}} + N_{\text{VT}}$$

## Article 18. ATTRIBUTION FINALE

### 18.1. Classement finale des offres

Les soumissionnaires seront classés par ordre décroissant, en fonction de la note finale. L'offre la mieux classée (celles qui obtient la note finale la plus élevée) sera retenue sous réserve des dispositions de l'article suivant.

### 18.2. Attribution finale de l'accord-cadre

L'acheteur demande au soumissionnaire pressenti, conformément aux dispositions de l'article R. 2144-4 du code de la commande publique, de justifier qu'il n'entre pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2143-13 du code de la commande publique, le candidat ne sera pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à celui-ci soit gratuit.

Seront demandés à ce titre les certificats fiscaux et sociaux, le numéro unique d'identification, le jugement de redressement judiciaire le cas échéant, les pièces liées aux obligations spécifiques issues du droit du travail (pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail).

Les soumissionnaires seront invités dans le même temps à déposer l'acte d'engagement – attribué ou équivalent – ainsi qu'un RIB.

**Ces documents ne seront sollicités qu'au seul soumissionnaire pressenti pour remporter l'accord-cadre.**

Si un soumissionnaire ne peut produire dans un délai de quinze jours à compter de la demande de l'administration les justificatifs, son offre est rejetée. Le représentant du pouvoir adjudicateur présente alors la même demande au premier des soumissionnaires dont l'offre classée n'a pas été retenue.

Dès qu'il a fait son choix, et avant la conclusion de l'accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur avise, par écrit, tous les autres candidats du rejet de leurs offres.

## **Article 19. ÉCHANGES AVEC L'ADMINISTRATION – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Les questions éventuelles des candidats seront exclusivement adressées au bureau des achats métiers via la PLACE.

Les réponses, dès lors qu'elles pourront apporter une connaissance spécifique ou un avantage à un candidat pour la compréhension du projet, seront adressées à l'ensemble des candidats via la PLACE.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Il est, en outre, précisé que les renseignements ne pourront être demandés et obtenus uniquement dans le cadre prévu par le présent règlement de la consultation et dans le respect de la stricte égalité entre les différents candidats.